

Yunus a mangé son pain blanc

Frédéric Lemaître

A l'heure où les financiers restent cloîtrés dans leurs bureaux, il est un pays où les gens marchent des kilomètres pour être pris en photo aux côtés de leur banquier et, si possible, le couvrir de fleurs : le Bangladesh. Dans cet Etat de 150 millions d'habitants rongé par la pauvreté, la corruption et les crues des fleuves venus de l'Himalaya, Muhammad Yunus, Prix Nobel de la paix 2006, est un dieu vivant. Du ministre au conducteur de rickshaw, chacun veut le voir, le toucher, lui parler. Son image est telle qu'on ne compte plus les commerçants qui, pour inspirer confiance, appellent leur boutique « Grameen », du nom de la banque qu'il a créée voici un quart de siècle.

Magie du Nobel, l'histoire de ce petit homme rondouillard aux beaux yeux malicieux a fait le tour du monde. D'ailleurs, le cinéma s'en empare. Flash-back : de retour des Etats-Unis où il a étudié l'économie, Muhammad Yunus, jeune professeur d'université, se rend compte au milieu des années 1970 « du gouffre entre la condition de vie des gens tenaillés par la faim et le caractère abstrait de l'univers économique dont nous parlions ».

Discutant avec une femme obligée de céder pour une misère ses tabourets à un commerçant qui la fournissait en bambous, Yunus réalise que si cette femme possédait un fonds de roulement de quelques dollars, elle pourrait elle-même se procurer la matière première et imposer un prix plus élevé. Le microcrédit était né. Aujourd'hui, la Grameen bank accorde des prêts à 7,5 millions de pauvres, dont 97 % de femmes, répartis dans 82 000 villages du Bangladesh. Le taux de remboursement y est supérieur à 95 %. Yunus a fait école : près de 200 millions de person-

nes bénéficient d'un microcrédit dans le monde, et l'encours de cette activité atteindrait 20 milliards de dollars.

Fort de ce succès, le « banquier des pauvres » développe aujourd'hui un autre domaine : le « social business ». Il crée, en partenariat, des activités rentables dont les profits ne sont pas versés aux actionnaires mais en totalité réinvestis pour le développement de la société.

Après le prêt de téléphones portables (avec le groupe nordique Telenor) et la commercialisation de yaourts avec Danone, la Grameen bank vient d'élargir son champ d'action à la distribution d'eau. Avec, cette fois encore, un groupe français : Veolia. Alors que la plupart des nappes d'eau du Bangladesh sont contaminées par de l'arsenic, Veolia et la Grameen ont inauguré, fin juin, à 100 kilomètres de la capitale, une usine de production et de traitement d'eau. Grâce à une dizaine de bornes-fontaines situées aux alentours et dont seules des « Grameen ladies » détiennent la clé, chaque foyer peut acheter chaque jour jusqu'à 30 litres d'eau potable, à un prix modique (de 0,2 à 0,5 centime d'euros par litre, selon la distance de la borne à l'usine). Cet investissement de 500 000 euros devrait permettre d'alimenter 100 000 personnes.

Yunus ne compte pas s'arrêter là et plaide pour l'émergence d'un « nouveau capitalisme ». Il négocie avec des géants de la santé comme Pfizer pour fournir des diagnostics à prix coûtant à des dispensaires et va lancer un appel d'offres pour l'étude d'un véhicule amphibie abordable pour le paysan bangladais. Surtout, lors de la Coupe du monde de football, en 2010, il devrait annoncer le lancement mondial d'une chaussure écologique vendue 1 dollar. Yunus n'en dit pas davantage, mais Nike et Zidane ne semblent pas loin.

Yunus est sur tous les fronts. A 69 ans, il est au faite de sa gloire. Et pourtant, le Prix Nobel a peut-être mangé son pain blanc. S'il fait preuve d'une santé de fer, il reconnaît en privé que le temps presse. Il se donne encore huit ans. C'est peu pour changer le monde. D'où ces partenariats tous azimuts. Mais le charisme a des limites. La nouvelle direction de Telenor qui, du jour au lendemain, a décidé de rapatrier en Scandinavie les profits réalisés au Bangladesh, malgré les engagements de l'équipe précédente, a rappelé à Yunus la fragilité de certains engagements.

Que même le prince Albert de Monaco crée un fonds d'investissement social pour être sur la photo ne le gêne pas. « Plus ils exploitent mon image, plus je mers d'eux », confie-t-il.

Il y a pire : le microcrédit est devenu un bon filon. Pour Yunus, « il doit permettre de faire pousser un arbre et se nourrir de ses fruits ». En un mot, investir. Problème : il sert le plus souvent à acheter les fruits. Profitant de leur image de marque, nombre d'organismes pratiquent des taux d'intérêt scandaleux : 100 %, quand Grameen fait du 20 % en moyenne. En avril 2007, la plus grosse institution de microcrédit mexicaine, Compartamos, a même été introduite à Wall Street, permettant à ses actionnaires de multiplier par douze leur investissement. Yunus s'en étonne encore.

Cet humaniste a une conviction : la charité n'est pas la solution. « En Europe, j'ai vu des familles au chômage depuis trois générations. Votre protection sociale finit par tuer les gens qui perdent toute dignité. Toute aide sociale devrait être à durée déterminée », lâche-t-il, mine de rien. Vivant dans un pays où les fonctionnaires détournent l'argent qu'ils sont censés distribuer, Yunus ne fait confiance ni aux gouvernements ni aux marchés, mais « à l'humanité ».

S'il a déjà soulevé des montagnes, Yunus est loin d'avoir réalisé son rêve : sortir le monde de la pauvreté d'ici à 2050. ■